

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 78 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2685 - Prix : 1€

ÉDITORIAL

« Âge pivot-âge pipeau », c'est toute la réforme des retraites qui est à jeter !

Réforme des retraites : nou tienbo nou larg pa !
Page 3

Coût de la grève : quand les travailleurs s'arrêtent...
Page 4

Huile de palme : un seul carburant, le profit
Page 7

Le vote Lutte ouvrière, le vote le plus clair pour les travailleurs
Page 8

Afrique

Le roi Macron et sa cour de roitelets africains
Page 9



« Âge pivot-âge pipeau », c'est toute la réforme des retraites qui est à jeter !

Samedi, au 38ème jour de grève des cheminots et des agents de la RATP et alors que plusieurs centaines de milliers de personnes manifestaient leur opposition à la réforme, Philippe a annoncé une vraie fausse disparition de l'âge pivot.

En réalité, cet âge pivot, rebaptisé âge d'équilibre, sera maintenu pour toutes les générations partant en retraite après 2027. Son annonce ne concerne que ceux qui partiront entre 2022 et 2027 et elle est sous condition.

Les confédérations syndicales et le grand patronat doivent trouver un autre moyen de financement, sans faire payer le patronat... sans quoi l'âge pivot serait réintroduit, même pour ces générations.

Ce que les médias présentent comme un signe d'ouverture est donc un enfumage de première. Tout au plus montre-t-il la fébrilité du gouvernement face aux grèves et aux manifestations.

Pour empêcher le saccage des retraites, il faut le retrait de tout le projet. Comment accepter un nouveau système qui, sous couvert de justice, réduira les pensions de 20 ou 30 % et nous forcera à retarder notre départ à la retraite ?

Poudre aux yeux, mauvaise foi, mensonges et confusion : voici comment les macronistes espèrent faire passer la pilule. Ils promettent en particulier un minimum de 1000 euros de retraite et le présentent comme le summum du progrès pour les femmes et les plus précaires. C'est indigne ! 1000 euros, après toute une vie de travail ? Quel ministre ou député vivrait avec cela ?

Quant aux mensonges, ils sont innombrables. Certains perroquets de la majorité affirment même qu'il serait plus avantageux de calculer la retraite sur la base de toute la vie professionnelle que sur les 25 meilleures années ou les six derniers mois ! D'autres expliquent aux enseignants que les hausses de salaire qu'on leur refuse depuis 20 ans vont enfin arriver... Heureusement que le ridicule ne tue pas !

Et ces menteurs professionnels nous demandent de leur faire confiance. Alors, tous ceux qui continuent de demander le retrait pur et simple du projet gouvernemental ont mille fois raison.

Ce qui se joue autour des retraites, c'est la lutte de classe, une lutte féroce où la bourgeoisie montre sa voracité. Car c'est pour elle que Macron tient à cette réforme. Pour assurer l'équilibre des retraites, l'État met aujourd'hui la main à la poche. En 2018, il y a consacré trois milliards. Trois milliards sur 350, mais pour le grand patronat c'est déjà trop ! La bourgeoisie exige des économies sur les hôpitaux, l'éducation ou les retraites parce qu'elle veut que l'État lui réserve cet argent.

En 2019, les entreprises du CAC 40 ont distribué 60 milliards d'euros à leurs actionnaires, un record historique. Il suffirait de prendre ne serait-ce que 10 % de ces 60 milliards pour assurer le financement des régimes des retraites, mais c'est impensable pour le gouvernement. La seule issue qu'il envisage, c'est de faire payer les travailleurs, leur enlever des droits, les mettre à la diète.

Que les dirigeants de la CFDT ou de l'UNSA marchent désormais avec le Medef dans la mascarade gouvernementale n'y change rien. Ces mêmes confédérations accompagnent tous les reculs depuis des années en se targuant d'éviter le pire. Déjà en 1995, la CFDT conduite par Nicole Notat avait pris fait et cause pour le plan Juppé, qui avait été abandonné sous la pression des grévistes.

Eh bien, aujourd'hui encore, ce sont les forces que les travailleurs mettront dans le combat qui seront déterminantes ! Tous ceux qui se sont engagés dans cette grève ont compris qu'il n'y avait pas d'autre choix. Ce sont les profits des capitalistes ou nos retraites, leurs dividendes ou nos emplois, leurs sinécures ou nos conditions de travail. La seule chose qui compte, c'est le rapport de force.

Les dizaines de milliers de grévistes de la SNCF et de la RATP ont pris conscience de cette nécessité et en ont fait leur combat. C'est une victoire sur la résignation dans laquelle Macron voudrait nous enfermer, y compris à coups de matraque et de LBD.

Avec cette mobilisation qui continue, le camp des travailleurs est plus fort qu'hier. Chaque jour de grève et de mobilisation est une petite victoire pour les travailleurs et une défaite pour Macron. Alors, il faut tout faire pour que les nouvelles échéances prévues, avec en particulier la journée de mobilisation du jeudi 16 janvier, soient réussies.

Comme le disent les grévistes depuis plus de cinq semaines, c'est une grève « pour l'honneur des travailleurs et pour un monde meilleur ». Parce que seul le combat des travailleurs offre une perspective à la société.

Réforme des retraites : nou tienbo nou larg pa !



En dépit de l'absence de répercussion locale par les syndicats du mot d'ordre national de grève et de manifestation le 9 janvier dernier, des centaines de travailleurs et de retraités,

du privé et du public, ont tenu à montrer que le combat contre la réforme des retraites de Macron continuait en organisant des rassemblements à Saint-Benoît et à

Saint-Pierre. Les dockers, eux, se mettaient en grève toute la journée bloquant de fait toutes les opérations de déchargement et de transfert des marchandises vers les entreprises de distribution.

Le gouvernement et le patronat ne respectent aucune trêve dans leur offensive contre les travailleurs. Il n'y a aucune raison pour que nous baissons la garde. Nous devons au contraire rallier à nous le maximum de salariés et de jeunes dans ce combat contre l'augmentation de l'âge de départ à la retraite et la baisse générale des pensions visées par la réforme !

Témoignages de grévistes au rassemblement de Saint-Benoît

Lors des distributions de tracts nombre de travailleurs tenaient à marquer leur solidarité avec les manifestants présents devant la sous-préfecture en klaxonnant ou en les encourageant. D'autres, travaillant comme chauffeurs de bus ou conducteurs de poids lourds, infirmières, aides à la personne ou maçons, témoignaient de la pénibilité de leurs métiers disant qu'à 45 – 50 ans certains se retrouvaient avec des maux de dos, des douleurs articulaires insupportables les handicapant lourdement dans leur travail.

Comment dans ces conditions accepter d'un Macron et du Medef qu'ils nous imposent le recul de l'âge à la retraite à 64 ans ? C'est tout bonnement impossible physiquement et suicidaire financièrement !

Aussi le discours de notre camarade Jean-Yves Payet a-t-il été reçu cinq sur cinq par les participants quand il a appelé les travailleurs à

refuser de payer la crise du système capitaliste et à voir de jour en jour la part qui revient à la classe ouvrière réduite à la portion congrue. Prendre sur les bénéfices du grand capital, voilà la solution pour financer les retraites, augmenter les salaires et embaucher partout où c'est nécessaire au bon fonctionnement de la société.

Seule la lutte collective, seule la grève générale peut contraindre gouvernement et patronat à céder devant nos exigences.

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ
VENDREDI 17 JANVIER de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DE SAINT- BENOÎT
SAMEDI 25 JANVIER de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 26 JANVIER de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DE SAINT- PIERRE
SAMEDI 8 FÉVRIER de 8H30 à 10H00

Coût de la grève : quand les travailleurs s'arrêtent...

Quelles que soient les chaînes de radio ou de télévision de métropole, personne n'a pu échapper à ces pertes que les grévistes feraient subir aux entreprises, petites ou grosses. La SNCF chiffre ses pertes à 20 millions d'euros par jour. Pour la RATP, le manque à gagner serait évalué à déjà 100 millions. Sans parler des remboursements de billets pour des trajets non effectués faute de trains, ou de Pass Navigo pour la seconde.

Quant aux commerçants, ils ont été largement interviewés pour déplorer leur manque de clients en cette fin d'année, et les pertes qui s'ajoutent à celles occasionnées il y a un an par la mobilisation des gilets jaunes.

En revanche, les médias ont été beaucoup plus discrets sur les pertes de salaire que connaissent les grévistes qui se sont lancés dans la lutte en toute connaissance de cause, acceptant le fait d'avoir à payer de leur poche le choix de se battre contre une réforme qui les attaque, eux, et surtout les générations futures de travailleurs.

Ces commentateurs des grands médias, qui relaient sans se poser de questions les plaintes du gouverne-



ment et du grand patronat, accusent sans vergogne une « minorité de grévistes » de vouloir paralyser l'économie. Mais, si l'on retourne le problème, on voit alors concrètement quelles richesses cette minorité crée

par son travail ! À l'échelle de tout un pays, on atteint des centaines de milliards produits par les travailleurs, dont ils sont dépossédés par une poignée de profiteurs, aux dépens de l'ensemble de la société.

Nouvel an : les baisses ne compensent pas les hausses

Le gouvernement se vante du fait que les impôts vont baisser pour de nombreux ménages. Mais au fond, quand on y regarde de plus près, c'est une nouvelle dégradation du niveau de vie des travailleurs qui s'annonce en cette nouvelle année.

Certes, le taux d'imposition à la source va baisser pour les deux premières tranches, ce qui ferait un gain de 300 euros en moyenne par an pour la première. À cela s'ajoute l'exonération de la taxe d'habitation pour 80 % des foyers les plus modestes. Pour autant, il y a peu de chances que l'État compense entièrement le manque à gagner pour les collectivités. Les mairies devront diminuer les

services rendus à la population, par la fermeture de centres de santé, de crèches ou la baisse des subventions aux associations.

Le smic augmente au 1er janvier de 1,2 %, ce qui équivaut à 15 euros par mois, moins que l'inflation officielle de 1,4 % qui ne reflète même pas l'inflation réelle.

L'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA), l'ex-minimum vieillesse, va augmenter de 35 euros, pour atteindre la somme dérisoire de 903,20 euros. Quant aux pensions de retraite, elles suivront le rythme de l'inflation officielle pour les retraités percevant moins de 2 000 euros par mois. Ceux qui touchent plus per-

dront encore sur leur pouvoir d'achat, puisque le montant de leur retraite ne sera revalorisé que de 0,3 %.

Quant aux fonctionnaires dont les pensions sont durement attaquées par le gouvernement, le prélèvement sur leur salaire pour leurs cotisations retraite va augmenter.

Une des mesures les plus impopulaires, la réforme de l'APL, qui permet au gouvernement d'économiser 1,2 milliard d'euros, a été cependant reportée en avril. Il a estimé que mieux valait reporter ce nouveau coup au-delà des municipales. C'est au fond un résultat indirect du mouvement de grève.

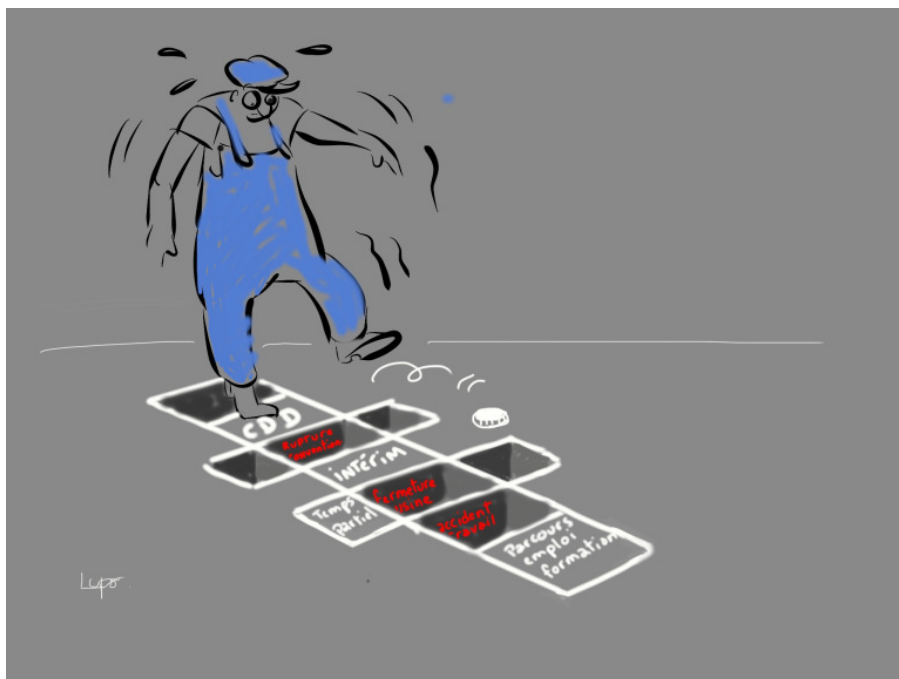
CDD multiremplacement : la précarité légalisée

« Enfin », comme dit le rédacteur du mensuel *Capital*, le CDD multiremplacement a été instauré fin décembre, soi-disant de façon expérimentale, dans plusieurs secteurs de l'économie, dont le sanitaire, social et médico-social, la propreté, le commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire, la plasturgie, la restauration collective et le transport routier.

Ce contrat permet d'embaucher une seule personne pour en remplacer plusieurs au sein d'une même entreprise, sur des tâches et compétences différentes. Et il permet aux employeurs d'échapper au malus pour abus de contrats courts prévu depuis peu dans la loi pour les entreprises comptant plus de 11 employés.

Ce CDD-là ne doit pas être utilisé pour un poste pérenne, a précisé une des juristes qui ont participé à sa rédaction. Cela revient à admettre la vérité, c'est-à-dire que des CDD et des travailleurs successifs sont utilisés pour tenir des emplois sans embaucher en CDI.

Les patrons, dans leur trousse à outils d'exploiteurs, disposent déjà du CDDU, contrat à durée détermi-



née d'usage, qui peut être reconduit sans limitation ni délai, n'a pas de date de fin précise et dispense l'employeur de verser une indemnité de précarité. Ils ont aussi depuis plus d'un an les CDI intérimaires, qui dispensent les agences d'intérim des primes de fin de mission et des primes de congés payés, ce qui fait perdre environ 20 % sur la fiche de paye et impose la plupart du temps la

prise des congés pendant les périodes entre deux missions.

Intérimaire ou CDD, le fait est qu'il n'est guère facile de refuser une tâche non prévue au contrat, si tant est que celui-ci existe, face à des employeurs toujours prêts à laisser entendre que la porte de sortie est grande ouverte.

Légion d'honneur 2020 : encore une cuvée patronale

Le 1er janvier, le gouvernement a élevé au grade d'officier de la Légion d'honneur Jean-François Cirelli, patron de la branche française du plus grand fonds d'investissement mondial, BlackRock.

En plein mouvement sur les retraites, après les révélations sur Delevoye et ses liens avec les assurances, cette Légion d'honneur est apparu à juste titre à de nombreux travailleurs comme une provocation et un exemple supplémentaire de l'influence du capital financier sur le gouvernement. Le capital financier est en effet le principal bénéficiaire de cette attaque contre les retraités car, en organisant l'appauvrissement des retraités, le gouvernement pousse consciemment des millions de tra-

vailleurs à diriger leurs économies vers les fonds de pension et autres capitalistes de l'assurance.

Macron n'est pas le premier à distribuer largement la Légion d'honneur aux capitalistes et à leurs serviteurs. Cirelli a ainsi reçu sa première médaille en 2006, du président de droite Chirac. Et tous les gouvernements de gauche ont fait de même. Par exemple Servier, le propriétaire des laboratoires pharmaceutiques qui ont fabriqué le Mediator, a été décoré pour la première fois en 1985, sous le président Mitterrand, et en 2016 l'homme d'affaires Laurent Dassault a reçu une nouvelle médaille de la main du Premier ministre socialiste Valls. En fait, du plus riche français, Arnault, propriétaire du groupe de

luxes LVMH, à Bolloré, Mulliez, et jusqu'à Bouygues, presque tous les PDG et les propriétaires de grands groupes capitalistes sont membres de l'Ordre national de la Légion d'honneur.

Tout cela ne fait que mettre en évidence les liens fusionnels entre les capitalistes et les représentants de l'État, que ce soit les présidents, les ministres ou les hauts fonctionnaires, qui ne sont pas élus mais qui assurent la permanence de la politique.

S'il y avait un concours du meilleur serviteur politique du grand patronat, Macron serait en bonne place, mais la concurrence serait vraiment rude.

Évasion : Ghosn estampe la justice japonaise

Des barbouzes libanais et américains, un masque chirurgical, une malle percée de trous, des jets privés réglés à Dubaï, des menaces pour faire taire les témoins, un homme d'affaires turc opérant au Soudan, de la corruption et de l'influence à tous les étages : les ingrédients d'une série rocambolesque ont été réunis pour l'évasion de l'ex-PDG de Renault-Nissan-Mitsubishi, Carlos Ghosn.

Parti incognito, masqué, dissimulé aux contrôles, sans passeport, comme un truand professionnel, Ghosn a faussé compagnie à la justice japonaise pour se réfugier dans sa villa de Beyrouth au Liban,

loin de toute menace d'extradition.

Celui qui fait gagner 33,7 milliards cumulés aux financiers actionnaires de Renault depuis sa nomination à la tête de l'entreprise en 2005, supprimant dans le même temps rien qu'en France 22 000 emplois, a certes dû abandonner dans sa fuite les 12 millions d'euros de sa caution. Mais, soupçonné qu'il est aux États-Unis d'une malversation de 300 millions d'euros, c'est une bagatelle pour l'ancien « tueur de coûts », comme le qualifiaient ses pairs, reconnaissant surtout en lui le tueur d'emplois. Grâce à ses plans dits de compétitivité de 2013 et de 2016, il

avait transformé les voitures en or pour les « investisseurs » et les usines en enfer pour les ouvrières et les ouvriers. Conditions de travail de plus en plus pénibles et dangereuses, précarité des emplois, salaires bloqués en position basse, voilà le quotidien de ceux que font maintenant sourire les exploits du bourgeois sans papiers.

Quant aux fortunes accumulées grâce au travail des quelque 180 000 salariés de l'alliance Renault-Nissan-Mitsubishi, elles ne l'ont pas été par les méthodes d'un gentleman cambrioleur à la Arsène Lupin, mais par celles très brutales de l'exploitation.

Fonctionnaires : le gouvernement s'attaque à ses salariés

Étendre aux travailleurs de la fonction publique la possibilité de rupture conventionnelle, qui existe déjà dans le privé : telle est la principale mesure applicable au 1er janvier de la loi dite de « modernisation de la fonction publique » adoptée l'été dernier.

C'est donc pour supprimer des emplois et pousser dehors des fonctionnaires que Macron a fait voter cette loi. Sa préparation avait déjà suscité une assez large hostilité parmi les principaux intéressés puisque, le 9 mai 2019, on avait compté plus de cent mille mani-

festants contre cette loi dans tout le pays. Ce jour-là, une grève avait réduit le trafic aérien d'un tiers et mobilisé notamment un enseignant sur cinq dans le primaire.

Il y a en effet de quoi être en colère. Alors que l'État, ses différentes administrations locales et ses services publics, comptent déjà 1,3 million de salariés contractuels – c'est-à-dire non-fonctionnaires –, les possibilités pour les directions d'embaucher des travailleurs plus ou moins précaires sont amplifiées. Un contrat de projet est créé, pouvant durer entre un et six ans et surtout

s'arrêter quand le projet est considéré comme terminé.

Le temps de travail peut aussi être augmenté avec la suppression des accords locaux, notamment dans les collectivités territoriales. Les agents de ces collectivités voient aussi leur droit de grève réduit, l'administration invoquant la nécessité d'organiser un service minimum.

Sous prétexte de modernisation, de simplification et de souplesse, l'État utilise l'arsenal antiouvrier comme n'importe quel patron.

Le capitalisme vert... toujours autant d'exploitation !

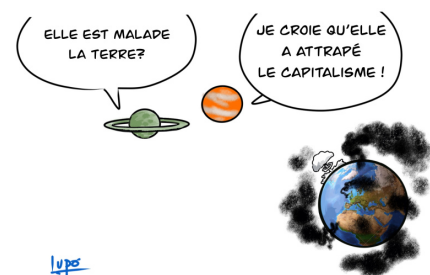
La prétention affichée des capitalistes de l'automobile de produire des voitures « propres » fonctionnant à l'électricité nécessite cependant pour eux de s'approprier les terres recelant terres rares et minerais stratégiques entrant dans la composition des batteries électriques.

On assiste donc à une course effrénée de la part des États-Unis et de la Chine pour mettre la main sur le maximum de gisements.

Au nombre des pays possédants le plus de ces minerais on compte ces

deux premiers pays, mais aussi l'Afrique du Sud, le Centre Afrique et Madagascar. Et là l'extraction desdits minerais se fait dans les conditions les plus abominables (risques d'éboulement, salaires extrêmement bas, travail des enfants).

Le capitalisme « vert » n'est pas plus propre que ce qu'il était jusqu'à présent. Il est toujours aussi toxique pour l'humanité et ne connaît qu'un seul principe : réaliser le maximum de profits au coût le plus bas !



Huile de palme : un seul carburant, le profit



pixels.com

Pendant le contrepiéd des députés, les sénateurs viennent d'accorder de nouveau des dégrèvements de taxes permettant à Total de rentabiliser la transformation de 500 000 tonnes d'huile de palme par an.

Il y a peu, les pouvoirs publics avaient remis en cause ces dégrèvements sous la pression conjointe des écologistes, au vu des ravages causés dans les forêts de Malaisie et d'Indonésie d'où vient l'huile de palme, et des producteurs français de colza, amateurs de subventions, de pollution

et de bénéfices bien de chez nous et plus particulièrement bien de chez eux.

L'huile de palme permet de jouer sur plusieurs tableaux. L'Indonésie et la Malaisie exportent 80 % de cette production. Les coûts sont très bas car les noix sont coupées, ramassées et convoyées à la main par des ouvriers agricoles ou des petits planteurs à peine mieux traités que des esclaves. Et, comme l'a dit crûment un responsable malaisien, « *si on vend moins d'huile de palme, on*

achète moins de produits français, de matériels militaires ou d'Airbus ».

Pour poursuivre cet échange de bons procédés, Total a transformé sa raffinerie désaffectée de La Mède en usine capable de transformer l'huile de palme en carburant. Le gouvernement lui avait même promis que l'huile bénéficierait d'une détaxe au titre de l'écologie ! Indonésie et Malaisie se préparaient à fournir à Total 500 000 tonnes d'huile par an. De leur côté, Dassault est en négociation pour dix-huit Rafale, Naval Group a vendu six corvettes, Airbus quelques appareils. La ministre de la Défense est même venue parler stratégie sur place, montrant les beautés du porte-avions Charles-de-Gaulle et de ses Rafale embarqués.

Quel système absurde et inhumain, qui détruit des forêts et dédie des terres arables à l'alimentation des moteurs plutôt que des humains, et tout cela pour vendre des armes !

Le fléau des féminicides

149 femmes ont été tuées par leur compagnon au cours de l'année 2019. Et les féminicides continuent en ce début d'année.

Ces meurtres sont la sinistre conséquence du sexisme ordinaire qui empoisonne la société, qui est aussi la cause, chaque année, de 200 000 violences contre les femmes et de 80 000 viols.

Les mesures gouvernementales face à ce fléau ne sont pas à la hauteur de ce qu'il faudrait. Elles ne permettent pas l'aide juridique et le soutien humain nécessaire, ni d'obtenir vite un logement ou un travail pour réagir quand une femme est menacée par son conjoint.

En 2017, Macron avait proclamé l'égalité homme-femme grande cause nationale. Mais il est plus urgent pour lui de démolir les retraits.

NRL ou puits de dépenses sans fond ?

Le dernier rapport de la Cour des Comptes sur les finances locales épingle la situation financière de la région Réunion qui a vu sa dette augmenter de 108 % entre 2015 et 2018 en particulier à cause du chantier de la Nouvelle Route du Littoral (NRL).

Le coût de la NRL avait été estimé par la collectivité à 1,6 milliards au début des travaux. Il avoisine à présent les deux milliards et atteindra probablement les trois milliards en fin de chantier.

Au vu de cette dérive financière et du rappel à l'ordre de l'organisme d'État, le président de la Région et son staff se sont donc résolus à réduire la voilure des dépenses de la collectivité en 2020. Le budget primitif se voit ainsi ramené d'un peu plus d'un milliard d'euros à 800 millions d'euros.

L'essentiel des économies que s'apprête à faire la région sera supportée par les classes populaires.

Les crédits affectés aux PEC (Parcours Emplois Compétence) diminueront de 3,7 M€ dans le secteur marchand et de 7,9 M€ dans le secteur non marchand, les aides aux communes de 6,7 M€, l'éducation de 2,9 M€, la politique de l'eau de 2,6 M€, les crédits au logement de 4,1 M€ et l'entretien des routes de 16,7 M€.

Les seuls gagnants dans cette affaire sont et seront les majors du BTP : les Vinci, Bouygues et autres Eiffage dont les profits sont assurés par la collectivité et qui ne cessent de réclamer en plus de constants réajustements de leurs prix. En mai 2019, ils obtenaient une rallonge de 33 millions d'euros. Leur dernière demande se chiffre à présent à plusieurs centaines de millions d'euros.

Peu leur importe que le bateau Réunion coule du moment qu'ils puissent partir à temps avec la caisse !

Finance : des sommets vertigineux au prochain krach

Cette année, d'après un spécialiste de la finance, « *les marchés ont enregistré des performances hors norme* ». L'indice de la Bourse de Paris a augmenté de 28 %, celui de la Bourse de New York de 23 %. Mais, si de tels gains financiers ont été possibles, alors que la production s'es-souffle voire recule, c'est parce que la finance, en absorbant des masses toujours plus gigantesques de capitaux, en prive justement l'économie réelle, qui est pourtant le seul endroit où ces capitaux peuvent contribuer à créer des richesses, grâce au travail humain.

Et puis, les grandes banques centrales mondiales, qui sont censées réguler la quantité d'argent en circu-

lation dans l'économie, ont continué à ouvrir leurs vannes en grand. Cet argent des banques centrales qui coule à flots a d'abord alimenté la finance. Comme l'avoue un autre expert financier interviewé dans la presse : « *Les banques centrales ont mis les marchés financiers sous masque à oxygène.* », un oxygène qui va directement dans la spéculation...

À côté de cela, les grandes entreprises ont réduit leurs effectifs, comme dans l'automobile, ou fermé des sites, comme General Electric à Belfort. Nombre de petites entreprises sous-traitantes, elles, ont mis la clef sous la porte. Les victimes ont été d'abord les travailleurs. Le chômage a touché toutes les branches de

l'industrie et des services, et les seuls emplois qu'on trouve désormais sont quasiment tous des emplois précaires.

Aujourd'hui, au mépris de l'évidence, le gouvernement français ose dire qu'on ne peut pas trouver l'argent pour payer les retraites. Pendant ce temps, les marchés financiers battent leurs précédents records historiques, ceux qui dataient de 2007 ou 2008, c'est-à-dire juste avant leur effondrement d'il y a douze ans. En fait de prospérité, cela pourrait annoncer surtout l'arrivée d'un nouveau krach financier, qui serait encore plus dévastateur pour l'économie réelle que celui de 2008.

Croire et Oser... pas différent des autres partis

Un article du *Quotidien* daté du 3 janvier 2020 se penche sur les candidatures du mouvement politique Croire et Oser. Le fonds de commerce de cette organisation est la « moralisation » de la vie politique et dit vouloir prendre au mot le slogan mis en avant par Macron lors de sa venue dans l'île «Choose La Réunion». Son leader Alexandre Laï Kane Cheong se propose l'installation de deux métropoles sur La Réunion... la réduction des élus et l'attractivité

fiscale et économique du territoire.

Un programme qui ne se distingue en rien des discours des politiciens en recherche de postes de responsabilité à la tête des communes et qui ne peut que plaire au patronat pour lequel gouvernement et politiciens locaux n'ont pas attendu PCO pour réduire la fiscalité des entreprises et ... augmenter celle des simples contribuables.

Questionné par ailleurs sur le sujet de la réforme des retraites, le

porte parole du PCO déclare « *ne pas disposer de suffisamment d'éléments pour se positionner sur un tel sujet d'envergure* » pour finir par dire « *Pourquoi le gouvernement ne se pencherait pas sur un système de retraite par capitalisation pour les futurs actifs ?* »

Des candidats jeunes donc à PCO, mais prônant les mêmes recettes indigestes aux travailleurs que leurs aînés !

Le vote Lutte ouvrière, le vote le plus clair pour les travailleurs

Notre organisation Lutte ouvrière sera présente aux prochaines élections communales à Saint-Benoît. Elle y présentera une liste composée uniquement de travailleuses et de travailleurs pour, comme l'a affirmé Jean-Yves Payet, tête de liste, « *défendre les intérêts politiques de ceux qui se font exploiter au travail, de ceux qui sont privés d'emplois et vont subir une perte de plusieurs centaines d'euros sur leurs indemnités à cause de la loi Macron, et des retraités dont beaucoup doivent survivre avec des pensions insuffisantes.* »

Notre liste dénoncera bien sûr la politique de Macron et de son gouvernement qui consiste à faire les poches des travailleurs pour arroser toujours plus patrons et grands actionnaires et affirmera que rien ne se réglera sans lutte collective du monde du travail.

En votant pour notre liste, travailleurs, chômeurs et retraités voteront pour leur camp, pour un programme de lutte des travailleurs contre tous ceux qui leur pourrissent la vie.



DANS LES ENTREPRISES

Élevage Léo Salazie : le patron fait son caca nerveux !

Fin décembre, une quinzaine de travailleurs et travailleuses de cet élevage de poules pondeuses refusaient de travailler les 20 et 25 décembre ainsi que le 1er janvier suite au refus de leur patron de les indemniser de façon conséquente.

Il faut dire que dans cette entreprise la grande majorité des tra-

vailleurs sont au Smic même avec 25 ans d'ancienneté. Alors pourquoi s'échiner pour des salaires de misère pendant les fêtes de fin d'année pour aller ramasser des œufs pour quelques euros supplémentaires et contribuer à enrichir le patron ?

Cette année, ce dernier a dû se débrouiller sans eux. Cette réaction

collective de ses salariés lui est d'ailleurs restée en travers de la gorge et il n'a pas trouvé mieux que d'apposer sur le tableau d'affichage du CSE la liste de tous ceux qui avaient fait grève, leur faisant involontairement de la pub !

DANS LE MONDE

Le roi Macron et sa cour de roitelets africains

Après l'Indochine, l'Algérie, la Syrie ...



Macron a réuni 5 chefs des États du Sahel (Tchad, Niger, Burkina Faso, Mali et Mauritanie) à Pau jeudi 9 janvier suite à l'attaque djihadiste qui a fait 89 morts parmi les militaires du camp de Chinégodar (Niger), dont 76 militaires africains et 13 français.

La France mobilise déjà depuis des années 4500 militaires dans la zone sahéenne dans le cadre de l'opération Barkhane. Macron a décidé d'en dépêcher 220 supplémentaires. C'est que les dirigeants de ces

pays se révèlent incapables de mettre fin aux exactions djihadistes. Leurs troupes sont mal formées, inaptées au combat et mal payées. Elles sont régulièrement accusées de racketter les populations qu'elles sont censées protéger provoquant la colère de celles-ci.

Les dirigeants africains qui se comportent en tyrans dans leurs pays vivent en parasites, détournant les fonds des États, s'enrichissant scandaleusement alors que les populations vivent dans des conditions

inhumaines, ne disposent pas du minimum de services publics dans les domaines de l'éducation et de la santé et sont exploités pour des salaires de misère. Ils ne doivent leur maintien au pouvoir qu'à la présence de l'armée française, l'armée de l'ancienne puissance coloniale.

Quant à la France, son but n'est pas non plus de protéger les populations, ni des terroristes islamistes, ni des gouvernements qui détournent l'argent public. Les intérêts qu'elle défend avec ses détachements armés, ce sont ceux de ses capitalistes, les Bolloré, Areva, Total et compagnie.

Les travailleurs de France n'ont aucun intérêt à ce que leur gouvernement maintienne et renforce même sa présence armée au Sahel, non seulement parce que ces interventions coûtent cher, mais aussi et surtout parce que leurs intérêts de classe sont les mêmes que ceux des classes populaires d'Afrique. Leurs ennemis sont les mêmes : les capitalistes, leur personnel politique et tout ce que la société compte de réactionnaires qui visent à renforcer toutes les exploitations, à commencer par celle des pays pauvres par les pays riches en même temps que celle des travailleurs par les patrons.

Armée française hors d'Afrique !

Trump l'incendiaire

En faisant assassiner Ghassem Soleimani par un drone, Trump a fait de ce général un nouveau martyr pour le régime iranien. En novembre, cette dictature avait dû faire face à des émeutes contre la vie chère et la misère, et les forces militaires, dont Soleimani était un des plus hauts responsables, et les pasdarans (les gardiens de la révolution islamique) avaient été la colonne vertébrale d'une répression extrêmement brutale qui avait fait plusieurs centaines de morts. Aujourd'hui, la dictature iranienne peut utiliser la mort de Soleimani pour se renforcer et organiser des processions en son honneur, rassemblant des foules très importantes.

Après la riposte limitée des Iraniens, qui n'a pas fait de mort côté américain, le régime iranien comme le régime américain ont visiblement

décidé de ne pas aller plus loin dans l'escalade cette fois-ci. Mais la situation est explosive dans tout le Moyen-Orient. Les rivalités entre les différentes puissances régionales s'aiguisent : entre l'Iran et l'Arabie saoudite, la Turquie et Israël. L'Arabie saoudite mène sa guerre au Yémen, l'armée turque vient de s'installer au nord de la Syrie et a même commencé à intervenir en Libye. Il ne manque pas grand-chose pour qu'une guerre généralisée embrase toute cette région.

Le rôle de premier fauteur de guerre revient aux États-Unis, dont l'intervention militaire contre Saddam Hussein en 2003 a complètement déstabilisé le Moyen-Orient. Les dirigeants américains n'ont jamais non plus abandonné l'idée d'abattre le régime iranien mis en

place en 1979. Car ce régime, issu d'une révolution étranglée par le parti religieux de l'ayatollah Khomeini, dont les dirigeants actuels sont les héritiers, a toujours voulu maintenir son indépendance et sa liberté d'action face à l'impérialisme américain.

Si ni les États-Unis ni l'Iran n'ont intérêt à l'escalade militaire, tout en est place pour qu'elle puisse avoir lieu. Par le jeu des rivalités et des alliances entre les grandes puissances et leurs alliés, et surtout parce que le monde capitaliste est en plein pourrissement et engendre partout des tensions guerrières, ce n'est pas le seul Moyen-Orient qui est au bord du gouffre

AUSTRALIE

La faillite d'un système

L'Australie n'est pas un pays du tiers-monde ne disposant pas des moyens matériels, financiers, technologique et humains capables de combattre avec quelque efficacité une catastrophe prévisible. Tout au contraire, l'Australie est un quasi-continent et un État riche à milliards.

Si l'un des pays les plus exposés aux incendies dans le monde manque cruellement des moyens modernes de détection et d'action pour faire face aux dangers d'incendie, ce n'est par manque de moyens : la marine australienne, qui n'a à combattre aucun danger imminent d'invasion, a acquis, dans le cadre d'un marché avec la France, des milliards de nouveaux équipements d'armement qui ne serviront sans doute jamais (et il faut l'espérer). Combien de centaines de Canadair, d'engins de chantier capables de tracer des milliers de coupe-feu dans le pays ; combien de

dizaines de milliers de postes d'observation, avec un matériel d'intervention immédiate comme cela existe dans bien d'autres domaines et capable d'intervenir dans les secondes suivant le démarrage d'un incendie cela représente-t-il ? Oui, combien de moyens ces milliards dilapidés auraient-ils permis de mettre en place ?

Quant à mobiliser des milliers d'hommes et de femmes pour combattre le danger, le pays le pouvait aussi largement depuis quatre mois. Ses dirigeants l'ont fait en moins de temps et à plusieurs reprises. D'abord en 14-18 lors de la Première Guerre mondiale, puis lors de la Deuxième Guerre mondiale, où par dizaines de milliers les Australiens ont sacrifié leur vie, à des dizaines de milliers de kilomètres de chez eux, pour le bonheur des grands trusts capitalistes de la planète. Lors de la

guerre du Vietnam aussi, des dizaines de milliers de jeunes ont été réquisitionnés de force. Et encore plus récemment, toujours pour les opérations de brigandage de l'impérialisme.

Mais mobiliser la population et tous les moyens de l'armée, cela s'avère impossible quand tout le pays part en fumée. Il faut qu'à Sydney les affaires financières continuent, malgré la fumée qui obscurcit le ciel, sur le principe « business as usual », les affaires comme à l'ordinaire.

L'Australie n'est pas un pays à part, le plus mauvais de la classe des pays avancés. Il est à l'image du monde capitaliste, et la colère que cela peut soulever doit rejaillir sur tout ce système qui étale là ce qu'il vaut : « Le meilleur de lui-même a le goût de brûlé ».

Podemos entre au gouvernement du PSOE

Après des semaines de laborieux marchandages, Pedro Sanchez, leader du Parti socialiste (PSOE) qui avait obtenu le plus grand nombre de sièges au Parlement lors des élections de novembre 2019, sans toutefois disposer de la majorité absolue, a enfin constitué son gouvernement et présenté son programme.

L'article suivant est extrait de l'éditorial des bulletins d'entreprise de nos camarades de Voz Obrera (Voix ouvrière Espagne-UCI), titré « Nouveau gouvernement, nouvelle opportunité pour lutter » :

« Le nouveau gouvernement est constitué. Ces derniers jours ont été passés à se répartir les vice-présidences et les ministères. Il y a eu beaucoup de tensions et de chamailleries pour se répartir les postes. Mais, au-delà de cet aspect anecdotique, quelle est la politique proposée par ce gouvernement ?

Il peut sembler positif qu'un gouvernement se disant progressiste remplace cette droite arrogante qui fanfaronne au pouvoir, flanquée d'une extrême droite ultranationaliste et antiouvrière forcenée.

Mais si ce gouvernement de « progrès » suscite des illusions, il ne faut pas se cacher la vérité. On connaît depuis longtemps la politique du PSOE au pouvoir. Il va mener la même, avec la priorité en faveur de l'IBEX (le CAC 40 espagnol).

Jusqu'à quel point Podemos et Izquierda Unida pourraient-ils, comme ils le prétendent, réorienter la politique des socialistes vers la satisfaction des revendications populaires ? Évidemment bien peu sur le fond. Et c'est d'autant plus douteux vu l'effondrement électoral de Podemos et sa dérive de plus en plus conciliante vis-à-vis des possédants, qui se traduit dans la tonalité de son discours.

Il n'y a pas d'illusions à avoir : il

faudra lutter vraiment pour arracher de vraies mesures en faveur du monde du travail. D'autant que ce gouvernement nouveau n'a rien promis !

Rien n'est annoncé pour en finir avec les plans de licenciements, la précarité. La loi facilitant les licenciements avait d'ailleurs été mise en place par un gouvernement socialiste.

Puisqu'il se flatte d'être un gouvernement de « progrès », c'est le moment pour les travailleurs et les classes populaires d'arracher des améliorations réelles pour le monde du travail.

Le slogan traditionnel de Podemos est : « Oui on peut ». Eh bien, oui, le monde du travail peut : quand les travailleurs s'arrêtent, tout s'arrête. Parce qu'ils font tourner toute la société et que, sans eux, rien ne fonctionne. »

MADAGASCAR

La pluie et le mauvais état des infrastructures font des morts

Des pluies torrentielles se sont déversées ces derniers jours sur Antananarivo faisant 4 morts et plusieurs centaines de sans abris en errance vers les services municipaux ou vers des connaissances susceptibles de les héberger provisoirement. Les structures municipales telles que les gymnases ont accueilli quelques familles en catastrophe. Ces familles ont été soutenues par des personnes bénévoles appartenant à diverses associations d'entraide.

Cette situation n'est pas nouvelle et la saison des pluies et des cyclones est loin d'être terminée. Chaque année des catastrophes semblables se produisent sans que des solutions pérennes ne soient prises par les autorités. Les canalisations d'écoulement des eaux datant de l'époque coloniale sont vétustes et hors service. De temps en temps les

autorités procèdent à l'enlèvement des sacs et autres bouteilles plastiques qui empêchent l'évacuation des eaux, mais ne se préoccupent pas réellement de la rénovation du système.

Le programme du nouveau maire Naina Andriantsitohaina, lié au nouveau président, reste dans la continuité de celui de l'équipe sortante dirigée par la femme de Ravalomanana, un président déchu. Ses priorités développées lors de sa campagne électorale, sont avant tout la mise en place des « velirano » c'est-à-dire des villes nouvelles autour de la capitale. Cela consiste à chasser les gens pauvres qui vivent dans ces quartiers périphériques, à raser ces lieux jugés insalubres et à y faire pousser des immeubles de rentes forcément inaccessibles aux maigres revenus des anciens habitants. Une

couche de petits bourgeois plus ou moins aisés prendront place dans ces lieux nouveaux et salubres.

Les pouvoirs publics ont réussi à spolier de leurs terres les habitants d'andohatapenaka, une localité proche de la capitale. Forts de leur « succès » ils ont voulu se lancer dans la construction d'une ville nouvelle baptisée Tana-Masoandro mais se sont heurtés à la combativité des villageois d'Ambohitramanjaka qui sont sortis dans la rue le 19 octobre dernier et ont opposé une résistance importante aux forces de l'ordre venues éparpiller les manifestants.

Lorsque les autorités prétendent rénover ou reconstruire, elles ne le font pas dans le sens des intérêts et des besoins de la population pauvre mais dans ceux des riches et des privilégiés.

70 ouvrières intoxiquées dans usine textile.

Samedi 4 janvier, 70 ouvrières de l'usine Gama Textile, située dans la zone franche de Anosizato-ouest (banlieue sud-ouest d'Antananarivo) et travaillant pour l'exportation d'habits ont été intoxiquées et ont

frôlé la mort suite à l'utilisation de produits de démoustication. Certaines ont perdu connaissance et ont pu être sauvées de justesse suite à leur transfert à l'hôpital.

La raison de cet accident de

travail est à chercher certainement du côté de l'absence de précautions prises par l'employeur pour protéger ses salariées d'une inhalation de ces produits dangereux pour les êtres humains.

Des précautions qu'il devait certainement juger superflues au regard du peu de considération que lui et ses semblables ont pour la vie des travailleurs



LO

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Audio-LO

www.lutte-ouvriere-audio.org



Suivez le blog de
Nathalie Arthaud :

<http://www.nathalie-arthaud.info>

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €

Je souhaite m'abonner au
journal *Lutte ouvrière - Île de
La Réunion* pour une période
de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme
deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail :

contact@lutte-

ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Impression spéciale *Lutte ouvrière*

Commission paritaire n°

1019C85576

Directeur de publication : Didier
Lombard

Tirage : 100 exemplaires

ISSN : 2552-7282